

Pour finir, quelques mots sur nous :

Chez nous aussi, les conflits sont nombreux. Mais les divergences ne sont pas négatives pour nous. Ce qui compte, c'est la manière dont nous les affrontons. Ce que nous essayons de faire, c'est de ne pas nous réduire au rôle d'activistes, mais de nous voir comme des personnes entières, qui ont des désirs et des contradictions, et qui ont besoin d'affection, d'amitié et d'amour.

Nous pensons que tout groupe politique (et pas seulement les groupes illégaux) qui ne parvient pas à développer des sentiments d'amitié en son sein porte en lui le germe de l'échec.

Lutte subversive dans le mouvement anti- nucléaire

— 1980 —

Chapitre du livre *Tout feu, tout flamme : Entretiens sur la résistance armée avec des anciens des Cellules Révolutionnaires (RZ), Allemagne, 1973-1993*, éditions Tumult, 580 p., 2023.



Quelques mots d'introduction¹

Le programme nucléaire

En 1959, sous la présidence du (premier) ministre de l'Énergie atomique de l'époque, Franz Josef Strauss, la loi sur l'énergie nucléaire a été adoptée. Celle-ci avait été élaborée par la commission du nucléaire à laquelle participaient, outre des membres du gouvernement, la Deutsche Bank, Siemens, AEG, Esso, et des groupes énergétiques comme RWE. L'objectif du programme nucléaire était de promouvoir le développement et l'utilisation de l'énergie atomique, aussi bien dans le secteur militaire que dans les domaines civils.

Le développement du mouvement antinucléaire

Le mouvement d'opposition à ce programme nucléaire a commencé en 1974/75 à Wyhl, dans le Dreieckland entre l'Allemagne, la France et la Suisse. Ce sont surtout les viticulteurs, les paysans et les agriculteurs, principalement préoccupés par leur propre situation économique, qui se sont opposés au projet de construction de cette centrale nucléaire. Ils ont formé des *Birgerinitiativen* (initiatives citoyennes), lancé des recours juridique et organisé des rassemblements et des manifestations. Lorsque, malgré les protestations, le permis de construire a été délivré, le futur chantier a été occupé par la population le 18 février 1975. L'évacuation brutale du site deux jours plus tard a déclenché une vaste mobilisation. Trois jours plus tard, une manifestation a rassemblé plus de 28 000 personnes, et le chantier a été à nouveau occupé. Lors de négociations entre les représentants des *Birgerinitiativen*, le gouvernement régional et les exploitants à l'automne 1975, les opposants à la centrale nucléaire ont obtenu la suspension de sa construction et l'abandon de toutes les poursuites à leur encontre. Ce grand succès a marqué le mouvement de manière décisive.

En été 1974, les plans de construction de la centrale nucléaire de Brokdorf sont rendus publics. Au vu de l'expérience de Wyhl, le site de construction est alors préventivement occupé par les forces de l'ordre dans la nuit du 26 octobre 1976. Dans la foulée d'une première manifestation d'environ 8000 personnes le 30 octobre 1976, les opposantes à la centrale réussissent à occuper le site pendant une courte période, et près de 45 000 personnes participent à la manifestation du 13 novembre 1976. À partir de la mobilisation contre Brokdorf, et surtout en raison de la proximité géographique avec Hambourg, la gauche urbaine s'engage de plus en plus dans le mouvement antinucléaire. L'État réagit en ayant massivement recours aux matraques,

¹ Cette introduction au texte de discussion a été reprise du recueil des textes des RZ et des Rote Zora, *Die Früchte des Zorns* (1993).

radioactives. Notre combat est justement dirigé contre ce danger, nous voulons l'empêcher et non le provoquer.

De notre point de vue, il est important de mettre en évidence les différences entre nous et les nombreux noyaux d'action offensive qui ont vu le jour ces dernières années. Cette différence ne résulte pas du niveau des actions. Nous sommes heureux de constater que certains groupes mènent des actions parfois plus efficaces que les nôtres actuellement. Pour nous, la différence réside davantage dans le fait que :

* chez nous, les choix d'action ne sont pas spontanés, mais résultent de longues discussions et prises de décisions, et d'un choix de principe en faveur de la résistance armée ;

* La résistance amène des poursuites ;

* nous nous efforçons donc de sécuriser notre pratique par la préparation de l'illégalité ; cela concerne aussi bien la perspective politique que les nécessités matérielles de la vie clandestine ;

* au sein de notre organisation, la résistance contre la destruction des conditions de vie naturelles par les centrales nucléaires est liée aux perspectives de résistance dans d'autres domaines (par exemple l'oppression des femmes, la résistance à l'État, la perspective d'un internationalisme révolutionnaire). La force du mouvement anti-nucléaire et des groupes offensifs est certes liée à leur caractère limité, mais nous en sommes arrivés à un point où cet aspect limité commence à se transformer en absence de perspectives.

C'est ce qui explique notre relation avec le mouvement antinucléaire dans son ensemble. Dans le cadre de notre pratique contre l'énergie nucléaire, nous sommes l'une des nombreuses parties de ce mouvement, mais pas son bras armé. Cela signifie que nous prenons nos décisions de manière autonome, mais dans un certain rapport de dépendance vis-à-vis de là où en est ce Mouvement, en ayant conscience et en tenant compte du fait que nos actions peuvent avoir des répercussions sur l'ensemble du mouvement. [...]

actions aux conditions locales, soient repris. Ce n'est pas le niveau technique qui compte, mais l'impact politique. Et c'est la que nous voyons une réussite. De nombreux groupes en RFA travaillent de la même manière que nous, même si la presse bourgeoise en parle peu. Cela nous rend optimistes. [...]

Et maintenant, parlons de notre perspective. Tout d'abord, nous devons dire que nous ne pouvons parler ici qu'au nom d'une partie des RZ.

Nous pensons que les principales lignes de notre perspective sont déjà reconnaissables dans les différentes réponses que nous avons données. Nous allons maintenant reprendre les points les plus importants. A la différence de 1974/75, la question de l'écologie est aujourd'hui pour nous un problème décisif. Il n'y a pas pour nous de hiérarchie entre les actions, avec tout en bas la distribution de tracts et tout en haut l'action armée. Une manière de penser en catégories hiérarchiques considère les actions sous l'angle de la performance, et reste ainsi prisonnière d'une pensée patriarcale/capitaliste. Le dépassement des structures légales et de la pensée legaliste est la condition préalable au développement d'une société libre. Le fondement de la pensée legaliste est que, dans la société capitaliste tardive, l'information se transforme facilement en consommation et que les structures de pensée ancrées dans des conceptions juridiques ne peuvent donc pas être brisées. La violence économique et d'autres rapports de violence sont intériorisés comme légitimes et cette violence doit être rendue à nouveau visible en enfreignant la légalité. Nous essayons ainsi de clarifier notre objectif, par la résistance aussi, et en même temps nous expérimentons cela comme un moment subjectif de libération. Nos actions subversives illégales sont un moyen de briser la pensée legaliste et de contribuer à une stabilisation de la gauche radicale offensive anti-institutionnelle.

De plus, nous pensons qu'il ne s'agit pas d'inventer des actions de génie, mais de saisir et de mettre en pratique les idées et les imaginaires que nous rencontrons déjà. Nous avons également l'ambition que nos actions soient populaires, mais nous avons déjà évoqué la difficulté de cette définition. Cette conception détermine également le niveau de nos actions. Dans nos discussions, les expériences et les exemples de sabotages jouent un rôle important, et nous y voyons la possibilité d'entraver efficacement le programme nucléaire. Les points d'attaque ne doivent pas être en premier lieu les sites, mais le réseau diversifié d'exploitants, d'entreprises, etc. qui font beaucoup d'argent avec la technologie nucléaire. Nous nous considérons comme une partie du mouvement anti-nucléaire et non comme son bras armé.

Par ailleurs il est clair que nous n'entreprendrons jamais d'action contre une centrale nucléaire en fonctionnement, ou contre toute autre installation nucléaire qui pourrait provoquer un accident à l'intérieur des équipements ou une fuite de substances

aux gaz, aux Canons à eau, et il sécurise le chantier avec des murs en béton, des fossés et des barbelés.

Au sein du mouvement antinucléaire, une scission s'opère peu à peu entre les partisans de l'occupation des chantiers et les opposants dits modérés à la centrale nucléaire. Lors de la troisième grande manifestation de Brokdorf le 19 février 1977, les premiers appellent à se rassembler directement devant le chantier, tandis que la fraction modérée, plutôt non-violente, appelle à un rassemblement à Itzehoe, à plusieurs kilomètres de là.

Un mois plus tard, la première manifestation contre la future centrale nucléaire de Grohnde est organisée par une large coalition. Les anti-nucléaires réussissent à ouvrir une grosse brèche dans la clôture de chantier, mais les forces de l'ordre les repoussent.

Crise du mouvement antinucléaire

Le mouvement antinucléaire fait alors face à une présence policière et à une répression étatique croissante. Ainsi, à Malville (France), lors d'une grande manifestation internationale contre le surgénérateur nucléaire Superphénix, l'antinucéaire Michel Vitalon est tué par la police lors de très violents affrontements avec les forces de l'ordre. Lorsque le 24 septembre 1977 des groupes anti-nucléaires de RFA, des Pays-Bas, de France et de Belgique appellent à une manifestation internationale contre le surgénérateur à Kalkar (Allemagne), une large campagne de presse contre cette initiative est orchestrée par des politiciens, La police lance une opération d'une ampleur sans précédent et effectue des contrôles préventifs sur l'ensemble du territoire. Au total, 125 000 personnes seront contrôlées en un jour. Environ 20 000 participants sont restés bloqués dans les postes de contrôle sur les autoroutes etc. ; les 50 000 manifestants qui sont parvenus à atteindre le lieu de rendez-vous y étaient attendus par un énorme déploiement de police, avec des canons à eau, des hélicoptères et des véhicules blindés.

Il devient clair que le succès de Wyhl ne va pas se répéter, . et que les constructions de nouvelles centrales nucléaires ne pourront être empêchées ni par des négociations, ni par la seule mobilisation massive et les occupations de chantier. En même temps, le clivage entre non-violence et violence, entre le mouvement extraparlimentaire et le mouvement politique qui veut faire appel aux partis et à l'appareil de l'État s'accroît. Néanmoins, de nombreuses actions offensives décentralisées ont lieu durant cette phase.

Ce n'est que deux ans plus tard, en 1979, que les manifestations et les blocages reprennent vraiment de l'ampleur avec le début des forages d'essai à Gorleben (site

prévu pour l'enfouissement de déchets nucléaires et l'implantation d'une usine de retraitement) et, d'autre part, la catastrophe nucléaire de Three Miles Island aux États-Unis.

La composition du mouvement antinucléaire

Les motivations des opposants aux centrales nucléaires sont diverses, elles vont de la peur de la dévastation de l'environnement à l'approfondissement d'une conscience écologique, de la défense de leur propre existence sociale et économique, comme à Wyhl, jusqu'à la lutte contre l'État nucléaire, synonyme d'État totalitaire de surveillance et de police.

Le mouvement anti-nucléaire a été, après le mouvement féministe, le premier mouvement de masse à composition sociale hétérogène. Ainsi, le concept de la gauche qui consistait jusqu'alors à se référer à la classe était dépassé (travail en entreprise, travail de quartier, groupes de prisonniers, etc.) Les *Cellules Révolutionnaires* expliquent dans l'interview de 1980 que leur interaction avec le mouvement antinucléaire n'a commencé qu'à l'été 1977, parce que la base sociale de ce mouvement leur paraissait suspecte.

Dans les années 1970, les RZ s'étaient principalement concentrées sur les jeunes, les femmes et les ouvriers, mais l'espoir qu'elles nourrissaient que l'expérience subjective de l'oppression puisse s'élargir à une conscience de l'ensemble des rapports sociaux du système capitaliste et patriarcal s'est cassé la figure.

Le mouvement anti-nucléaire a été le premier mouvement de masse à poursuivre des objectifs concrets tels que l'arrêt des centrales nucléaires. La lutte antinucléaire et la lutte contre les nuisances avaient dès le début le caractère d'un mouvement partiel de masse. Le mouvement anti-nucléaire se caractérisait par son hétérogénéité, il était composé de groupes avec des motivations politiques et des origines sociales très différentes.

Avec l'entrée de la gauche radicale dans le mouvement antinucléaire s'est exprimée une tentative d'influencer les opinions au sein de cette alliance bigarrée, ainsi que les actions du mouvement. Cela a en même temps signifié le début de gros conflits avec des courants politiques au sein du mouvement qui refusaient une remise en question des rapports sociaux, et qui étaient prêts à collaborer avec les responsables de la violence étatique.

Comme de nombreux autres antinucléaires révolutionnaires, les RZ se sont penchées sur la perspective de la lutte anti-nucléaire alors que l'action de masse atteignait ses limites, et elles ont cherché de nouvelles formes et de nouveaux contenus pour poursuivre la résistance.

plus critiquées. C'est un exercice d'équilibrisme, soit on nous reproche de nous raccrocher à un mouvement, soit on dit que nous nous isolons.

Peut-être pourrions-nous illustrer plus précisément notre problème avec les notions de populaire et d'impopulaire en prenant l'exemple de nos deux dernières actions. A Ahaus, nous avons tenté de faire sauter la tour météorologique. Nous n'y sommes pas tout à fait parvenus. Les réactions à cette action ont été mitigées. Les agriculteurs locaux ont dit : « *Quand nous faisons ce genre d'action, alors elles marchent* ». Pour nous, une telle réaction montre que l'on souhaite des « héros » qui ne font pas d'erreurs. Cette attitude provient de l'idée de « force masculine », qui associe la contre-violence à la performance.

Ce que nous avons trouvé de positif dans la réaction des paysans, c'est que l'action n'a pas fait peur. De même, la réaction de la *Bürgerinitiative* à Ahaus contenait certes des critiques, mais elle a pris la peine de s'exprimer sur l'action. Par contre, le journal de contre-informations *ID* n'a fait que la diffamer, il n'y a pas eu de tentative d'en discuter sérieusement, on nous a seulement reproché de nous raccrocher au mouvement, un argument vraiment ridicule.

Nous ne pouvons donc vraiment pas dire que cette action ait suscité de l'enthousiasme ou qu'elle ait été largement acceptée. Elle a été perçue par une partie du mouvement antinucléaire comme une action de résistance légitime à prendre en compte. Ce n'est pas grand-chose mais, dans le contexte de la propagande contre la résistance illégale, c'est déjà un début.

L'ambivalence de la gauche allemande vis-à-vis des actions illégales se manifeste aussi dans le fait que les journaux gauchistes ont parlé de manière euphorique d'une action similaire des camarades suisses (une tour météorologique a également été explosée en Suisse). Plus la résistance offensive est lointaine, plus on est à l'aise pour s'y identifier.

De plus, les actions revendiquées par les RZ suscitent certainement plus de réserves que celles de groupes portant d'autres noms. Mais nous pensons que nous ne pouvons pas fuir notre histoire.

Nous ne pensons pas que l'action d'Ahaus ou celle de Hambourg aient été le « nec plus ultra », mais nous espérons qu'il est clair à quel point il est difficile de classer les actions en fonction des termes populaire/impopulaire.

Sur la question de la reproductibilité. Nous avons toujours dit que celle-ci était pour nous un principe important, mais pas absolu. Ce qui est déterminant, c'est que nos principes consistant à s'organiser, à relier le travail légal et illégal et à adapter les

Et maintenant venons-en aux Verts. La force relative des Verts est à nos yeux un indicateur de la faiblesse du mouvement radical anti-nucléaire. La fonction objective du parti des Verts est de pacifier la protestation contre les centrales nucléaires, de l'institutionnaliser. Comme toute autre institution, les Verts servent à bloquer, à différer le désir des gens de changer quoi que ce soit immédiatement. D'autre part, les Verts stimulent l'attachement à l'État, et leur proclamation de la non-violence n'est rien d'autre que la répression de l'action offensive du mouvement antinucléaire. Le dernier congrès du parti des Verts à Sarrebruck démontre à quel point les Verts continuent à construire inlassablement des structures partidaires traditionnelles. Plus de 600 motions ont été mises au vote, le congrès s'est transformé en machine à voter. Les discussions de fond n'étaient plus possibles, c'était un jeu de poker pour gagner en pouvoir et en influence.

Mais il ne sert à rien de se lamenter sur le succès des Verts, il est plus important que la partie radicale du mouvement anti-nucléaire parvienne à développer des perspectives politiques qui proposent d'autres formes d'action. [...]

Du côté de Wyhl, on souligne sans arrêt que la subversion et la résistance doivent être populaires, sinon il y a un risque d'isolement. Il y a aussi l'exemple du Dreiecksland [la région entre la France, la Suisse et l'Allemagne], or les actions de lutte des camarades suisses sont suivies de près, et en partie aussi imitées. Une distinction nette y est faite entre les actions populaires (actions contre les pylônes, contre les kiosques de propagande, c'est-à-dire tout ce qui remplit des fonctions de planification des centrales nucléaires) et les actions impopulaires, comme l'attaque de villas qui mettent en danger les familles des exploitants de centrales nucléaires.

Qu'est-ce que vous en pensez ? Quelle importance accordez-vous à la question de savoir si les actions doivent être populaires et conçues de telle sorte qu'elles puissent être largement reproduites ?

La résistance n'est pas populaire en RFA. Il n'y a pas dans notre pays de tradition d'insoumission, de révolte, de résistance. Nous ne disons rien de nouveau, mais c'est aussi notre expérience après sept ans de pratique. Pour nous, cela signifie qu'il serait illusoire de penser que des actions subversives/ illégales rencontrent une large approbation ici, qu'elles sont populaires. Pourtant elles peuvent le devenir et c'est notre espoir. Mais seulement si nous parvenons à transformer en actions les idées, les projets, les imaginaires et les rêves que nous rencontrons dans la résistance quotidienne et dans le mouvement antinucléaire.

Nous ne disons pas que nous y sommes parvenus dans toutes nos actions, et nous savons aussi que dans les actions illégales les erreurs pèsent plus lourd, qu'elles sont

En réponse à cette crise, elles proposaient d'élargir les contenus, par exemple à la destruction de l'environnement dans son ensemble (afin d'ouvrir une perspective d'action dans les villes également), en arrêtant de se focaliser uniquement sur les sites ruraux des centrales nucléaires, à l'aspect international et militaire de la technologie nucléaire, et à la transformation de la RFA en un État nucléaire et de surveillance.

Comme forme pratique de mise en œuvre, elles avançaient leur propre concept d'actions clandestines décentralisées là où les exploitants ou les planificateurs des centrales nucléaires sont vulnérables.

Lutte subversive dans le mouvement antinucléaire

Le mouvement de masse contre les centrales nucléaires est apparu en 1974/75, Avez-vous donné des impulsions dans ce sens ? Comment l'avez-vous évalué au début ?

Le mouvement contre les centrales nucléaires qui a vu le jour dans les années 1974/75 nous était étranger. Nous avons certes beaucoup de sympathie pour les occupants de Wyhl (printemps 1975), mais en même temps, la base sociale du mouvement nous paraissait très suspecte.

Qu'avions-nous en commun avec des agriculteurs, des défenseurs de la nature, des enseignants et des scientifiques soucieux de l'environnement ? Nous étions certes opposés aux centrales nucléaires, mais nous considérions ce problème comme secondaire.

En fin de compte, il nous semblait indifférent que la destruction, la pétrification et la déshumanisation de cette société et de notre vie adviennent par l'énergie nucléaire ou par le pétrole. La dangerosité potentielle des centrales nucléaires n'était pas non plus un argument décisif pour nous.

La mort de Holger Meins, assassiné en prison en 1974², nous préoccupait bien plus. Le fait que l'État laisse mourir un homme en grève de la faim en prison a dissipé les dernières illusions que nous avons encore sur cet État. Il est difficile de craindre les dangers à venir de l'énergie nucléaire quand, jour après jour, des gens meurent ou sont

² Holger Meins (1941-1974) faisait partie de la dite première génération de la RAF. À la suite des attentats de la RAF contre des bases militaires de l'armée américaine, il est arrêté le premier juin 1972 avec Andreas Baader et Jan-Carl Raspe après une fusillade à Francfort. Il mène plusieurs grèves de la faim pour protester contre les conditions d'incarcération. [Il subit la torture de l'alimentation forcée et décède au 58^e jour de sa troisième grève de la faim, le 9 novembre 1974. Il ne pèse alors plus que 39 kilos pour 1m89. Des milliers de personnes assistent à ses obsèques. Le lendemain de son décès, le *Mouvement du 2 Juin* abat Ginter von Drenkmann, président du tribunal correctionnel de Berlin.

tués a petit feu : sur leur lieu de travail, dans les silos de béton, dans les rues, dans les prisons et les hôpitaux psychiatriques.

Nous estimions que ce mouvement antinucléaire alors naissant ne pouvait, tant par son contenu que par sa base sociale, qu'être réformiste. Les dérives du système capitaliste/ patriarcal devaient être abolies, mais il ne fallait pas toucher à leurs causes. L'irruption des excès capitalistes dans des contextes de vie et de travail apparemment sains, des processus naturels, des traditions, etc. à la campagne devait être repoussée. Nous avions encore à l'esprit l'idée du prolétariat comme seul et unique sujet révolutionnaire légitime dans l'histoire. Mais la nouvelle conception apportée par le mouvement féministe avait déjà provoqué des changements dans cette idée bien ancrée. Cette vision du début de la lutte anti-nucléaire devient encore plus compréhensible quand on sait sur quels domaines nous mettions l'accent à l'époque, tant légalement qu'illégalement. Il s'agissait des luttes pour le prix des transports, du mouvement des maisons de jeunes, des luttes pour le logement, du mouvement des femmes et de l'internationalisme.

Comment vous êtes-vous impliqués dans les principales phases de la lutte : a) à Brokdorf ; b) à Grobnde/ Kalkar ; c) à Gorleben ?

Certains d'entre nous ont participé aux trois manifestations de Brokdorf et à celle de Grohnde³. Pour être honnêtes, à ce moment-là, notre intérêt pour le mouvement antinucléaire résidait surtout dans le fait que qu'il s'y développait un large éventail d'action directe, que ça bougeait.

Nous avons discuté de la possibilité d'actions clandestines, mais nous n'en avons pas fait, parce que nous pensions que le mouvement n'était pas assez fort et que cela pourrait entraver le développement d'une action offensive de masse. Une autre raison

³ Le 30 octobre 1976, une première manifestation se rend jusqu'au chantier transformé en forteresse de la future centrale de Brokdorf (Schleswig-Holstein), Des milliers de manifestants abattent les grillages, repoussent les policiers et occupent le chantier, avant d'être à leur tour délogés par les forces de l'ordre, Le 13 novembre 1976 suit la manifestation « Brokdorf II » avec une forte participation internationale, réunissant plus de 30 000 personnes. La police déploie des moyens impressionnants (hélicoptères, cavalerie, chiens, canons à eau, grenades) et les affrontements prennent des allures de guerre. Plus de 80 policiers seront blessés lors des assauts répétés contre les fortifications du site. Enhn, le 28 février 1977, « Brokdorf II » réunit près de 100 000 manifestants devant le chantier et dans la ville d'Itzehoe. Les affrontements — sont extrêmement durs. Un policier frôle la mort, 128 autres sont blessés par des jets de pierres, de molotovs et des tirs de pistolets de détresse. Six mois plus tard, le tribunal de Luneberg ordonne l'arrêt de la construction (qui reprend en 1981 et donnera lieu à de nouvelles mobilisations).

Le 19 mars 1977, près de 20 000 manifestants cherchent & occuper le chantier de la future centrale nucléaire de Grohnde (Basse-Saxe). Les affrontements sont très durs et les manifestantes réussissent à abattre à plusieurs endroits les tours de garde et les grillages installés autour du site fortifié. Au moins 200 manifestants sont blessés, du côté de la police on dénombre 240 blessés.

Comme nous l'avons dit, nous n'avons participé qu'individuellement aux manifestations. Nous pensons que toute l'initiative et l'énergie se concentraient sur le fait de retransformer les chantiers en prairies et que peu de choses ont été imaginées, par exemple pour reprendre l'initiative politique après Grohnde.

Pour ce qui est du lien entre la frustration face à la surpuissance de la police et le développement du débat sur la non-violence, nous pensons que le lien direct que suggère cette question n'est pas évident.

Une polarisation du mouvement antinucléaire en une aile réformiste/non-violente et une aile offensive a été visible assez tôt. L'une des causes réside dans la pluralité du mouvement, avec des temporalités différentes dans les processus de prise de conscience en son sein. Cette division est devenue évidente lors du conflit autour de la manifestation à Irzehoe et Brokdorf III. La répression, les procès de Grohnde, Kalkar et l'automne allemand ont ensuite conduit différents groupes et personnages politiques à imposer plus fortement leur position sur la non-violence/la légalité. C'était une bonne occasion pour eux. Les groupes qui défendent la non-violence comme « principe politique », veulent limiter la légitimité de l'opposition aux centrales nucléaires à des formes de protestation non violentes/légales, et par conséquent inefficaces. L'argument essentiel de ces non-violents « par principe » est que l'objectif d'une société meilleure et pacifique et la violence pour atteindre ce but s'excluent mutuellement. Cette argumentation n'est pas nouvelle, et il est parfois difficile de distinguer si elle relève de la tactique ou d'une conviction sérieuse.

Dans tous les cas, elle n'aide pas à attaquer la violence en vigueur. Ce n'est pas l'État avec son programme nucléaire qui est violent, mais celles et ceux qui se rebellent contre lui et veulent se libérer.

En fin de compte, les non-violents par principe retiennent violemment quelque chose en eux-mêmes : leur colère et leur rage contre l'inhumanité de ce système.

Il faudrait peut-être aussi se demander si l'appellation « non-violente » n'est pas perçue comme une protection contre la violence de l'État. est à noter qu'au sein des non-violents il existe des groupes qui participent à des actions par nature illégales, comme l'occupation d'arbres, des blocages, etc. C'est pourquoi nous ferions une différence entre, d'un côté, les groupes non-violents légalistes et les personnes qui ont pour objectif de ramener le mouvement dans le giron de l'État, qui veulent la paix des cimetières dans ce pays ; et de l'autre les « non-violents » par conviction, mais qui ne veulent pas se laisser dicter leurs possibilités d'action par le code pénal.

L'automne allemand et la crise du mouvement anti-nucléaire nous ont amenées à considérer des actions autres que clandestines comme impossibles, et à sous-estimer impact politique d'autres formes de résistance.

C'est ainsi que deux actions ont encore eu lieu durant l'été 1977. L'attentat à l'explosif contre *MAN* à Nuremberg et action contre *Klein, Schanzlin et Becker AG* à Frankenthal. Les deux visaient des entreprises qui, sans aucun scrupule, augmentaient leurs profits grâce à la technologie nucléaire. Ainsi, *MAN* contribue à ce qu'il soit possible de construire des bombes atomiques en Afrique du Sud, et la société *KSB* a pu accroître ses bénéfices de 30 % grâce à sa participation au secteur nucléaire.

Les deux actions suivantes contre la mafia du nucléaire ont eu lieu en mai 78, une action contre le chef des opérations policières à Kalkar et une attaque contre le bâtiment de la *Wako (Wachund Kontrollkommando Nord GmbH)*. La *Wako* est en charge des opérations de sécurité à Brokdorf et Esenshamm et espionne la population de cette zone. L'attentat contre le bâtiment de la *Wako* a été notre première tentative de faire une action en lien avec Gorleben.

Les réactions que nous avons perçues n'étaient pas très encourageantes. On en a à peine parlé. Les actions n'ont certes pas provoqué de scission au sein du mouvement, mais elles n'ont certainement pas été populaires (comme l'action des paysans dans le Wendland).

Nous examinerons de plus près nos deux dernières actions, Ahaus et à Hambourg dans le cadre de la question sur les actions populaires et impopulaires.

Nous pensons que l'on peut voir à travers ces actions que nos intentions ne se sont pas toujours réalisées. La marche sur Hanovre et la grande manifestation qui s'en est suivie la-bas nous ont contraints à revoir notre manière de penser, car nous avions sous-estimé les possibilités politiques d'une large protestation de la population. Il est indéniable que la protestation populaire dans le Wendland et le large soutien dont elle a bénéficié ont contribué à retarder la construction de l'usine de retraitement à Gorleben.

Au cours des manifestations de masse, plusieurs revers ont été essuyés face à la force supérieure, réelle ou supposée, de la police. Y a-t-il eu, dans les affrontements immédiats, des possibilités de répondre de manière imaginative à cette supériorité ? Et de reprendre l'initiative ? Des exemples ? Comment voyez-vous le lien entre la frustration face à la surpuissance de l'Etat policier et le développement du débat autour de ce qu'on appelle la non-violence ? Que pensez-vous de la dernière tentative en date de récupération du parti des Verts ?

était que nous n'étions pas encore certains de pouvoir considérer le mouvement antinucléaire comme un nouveau mouvement de masse.

Après Grohnde, il était clair pour nous qu'un accroissement de l'action offensive de masse sur les chantiers des centrales n'était pas une perspective réaliste. Les autorités ont admis plus tard que, lors de la manifestation de Grohnde, l'utilisation d'armes à feu avait été envisagée.

L'espoir d'arrêter assez rapidement le programme nucléaire par une série d'occupations de sites s'est donc envolé. Notre idée était d'attaquer la mafia atomique là où le programme nucléaire est conçu, élaboré scientifiquement, préparé par la propagande, et matériellement mis en œuvre, c'est-à-dire de prendre comme angle d'attaque non pas le chantier en tant que point final, mais toute la structure du programme nucléaire. Nous continuons à penser que cela ouvre la possibilité d'une pratique politique et offensive permanente dans chaque ville, de garder l'initiative de manière surprenante, et de ne pas nous laisser imposer juste quelques champs de batailles décisives.

La nécessaire décentralisation de la résistance est d'ailleurs aujourd'hui confirmée par la nouvelle tactique des exploitants qui désignent de très nombreux sites pour le stockage intermédiaire des déchets, l'implantation des centrales, etc. Cela n'exclut bien sûr pas que le développement de la lutte à Gorleben, à Ahaus et dans le nord de la Hesse, par exemple, ait une influence déterminante sur l'ensemble mouvement.

Le débat de fond qui avait lieu à l'époque dans le mouvement antinucléaire a eu pour effet sur nous qu'à l'été 1977, nous avons discuté de manière approfondie des perspectives du mouvement. Les points suivants étaient alors au centre de nos préoccupations :

1. la prise de conscience de l'ampleur de la destruction de la base écologique de notre vie, de la vitesse à laquelle nous nous dirigeons vers une catastrophe écologique, et du rôle décisif que joue la politique énergétique, et en particulier la technologie nucléaire, dans ce contexte.

Le développement des forces productives a atteint un point où, au nom du profit, la destruction des bases mêmes de toute vie est assumée.

2. la prise de conscience qu'il y a un lien entre la forme centralisée de production d'énergie par les centrales nucléaires et la centralisation toujours plus poussée du pouvoir étatique. La notion malheureuse « d'État atomique » pourrait faire croire que l'État de surveillance, les mesures répressives et les opérations policières seraient nées avec la technologie nucléaire et qu'elles

disparaîtraient avec l'abandon de celle-ci. En réalité, la tant invoquée « nécessité technologique » de rapports sociaux capitalistes plus stables accroît les efforts de l'appareil d'État pour contrôler l'ensemble de la population, intimider les minorités d'opposition, et éliminer les irréductibles.

3. L'aspect international de la technologie nucléaire.

L'intérêt de la RFA (depuis le premier ministre de énergie atomique, Strauss) était de conclure des contrats nucléaires avec des pays (l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Iran du Shah, l'Argentine) dans lesquels il était possible, où il semblait possible, de construire des bombes atomiques en peu de temps pour ensuite en disposer. La RFA voulait rassembler des connaissances sur les problèmes technologiques liés à la bombe, ce qui était impossible et interdit sur son sol. Seul un optimiste sans limite peut aujourd'hui ignorer que la RFA a construit des potentiels nucléaires militaires dans des pays stratégiquement importants comme l'Afrique du Sud et le Brésil, ou qu'elle est en train de le faire ; qu'elle tient fermement à cette coopération, y compris contre la volonté des États-Unis, et qu'elle considère en toute conscience les régimes dictatoriaux de ces pays comme une garantie pour l'avenir.

Après la crise du pétrole (1973) et les débats politiques internes croissants autour de l'énergie nucléaire, la RFA a vu dans l'exportation de la technologie nucléaire la possibilité d'assurer et de renforcer son leadership sur le marché mondial. L'aspect économique a gagné en importance. L'agressivité de l'impérialisme ouest-allemand s'est manifestée particulièrement clairement dans la ruée pour le négoce de la bombe avec le Brésil et le récent contrat avec l'Argentine. D'autre part, il faut souligner que la lutte pour des sources énergétiques et des matières premières qui se raréfient peut conduire à une reprise des guerres impérialistes agressives et prédatrices au cours de cette décennie. La crise actuelle en Iran, en Afghanistan, le risque actuel de guerre après l'intervention des États-Unis en Iran, même si celle-ci a échoué pour l'instant, ne sont que les signes avant-coureurs de cette évolution. Les pays occidentaux ne se contenteront pas de restrictions de livraisons, de boycott du pétrole, de limitations dans l'importation de matières premières. Si les pays du tiers-monde, en particulier ceux du Proche-Orient, ne se laissent pas intégrer dans des dépendances néocoloniales, la RFA participera elle aussi à des interventions militaires. En parallèle, cette situation augmente la pression politique intérieure pour construire des centrales nucléaires, et facilite le formatage idéologique de la population contre « les émirs du pétrole et les arabes ». Notre discussion a abouti à ce que la question énergétique et la question écologique deviennent centrales pour nous.

On ne pouvait pas non plus ignorer le changement de la base sociale du mouvement antinucléaire. La force explosive de ce mouvement (qui s'est manifestée à Brokdorf et à Grohnde) venait pour nous du mélange des défenseurs de la nature, qui avaient

peur du capitalisme « sauvage », et des gauchistes et « alternatifs », pour qui la technologie nucléaire incarnait l'inhumanité du système. Cette pluralité du mouvement excluait d'emblée une progression logique des actions, avec d'abord des signatures et des procès et ensuite des actions offensives. Différentes formes de lutte se côtoyaient dès le début.

Dans ce contexte :

- * L'action offensive de masse autour de la clôture du chantier avait atteint ses limites avec Grohnde ;
- * la question écologique était devenue une question centrale pour nous ;
- * les temporalités différentes dans le mouvement avaient pour effet que différentes formes de lutte coexistaient ; nous avons donc discuté d'actions clandestines.

Ces actions devaient se concentrer sur des pratiques de blocage et de sabotage. La légitimité de la résistance concrète, fixée après Grohnde sur des formes « non violentes », devait être renforcée. Les cibles de nos actions ne devraient pas être les sites, mais l'ensemble du maillage des exploitants, des entreprises et des institutions qui rendent possible la construction des centrales nucléaires. Malville et Kalkar⁴ ont confirmé notre évaluation de la limite de l'action offensive de masse.

L'automne allemand, avec l'enlèvement de Schleyer et l'assassinat des trois camarades à Stammheim, avait provoqué des incertitudes chez nous. Nous avons discuté de la perspective d'actions illégales en ayant en tête le spectre de la répression totale. Cela a eu entre autre pour conséquence que nous n'avons pas réalisé une série d'actions que nous avions prévues. C'est à ce moment-là que certains et certaines camarades ont quitté les RZ.

Le mouvement antinucléaire était au plus bas à l'automne 1977, la résistance offensive de masse semblait impossible et on ne voyait presque pas de nouvelles formes de résistance.

4 Le 24 septembre 1977, plus de 40 000 personnes manifestent contre la construction du surgénérateur de Kalkar. Un énorme dispositif policier instaure un contrôle systématique sur tous les axes routiers, d'axes, les gares, les frontières. Cela empêche des dizaines de milliers de personnes d'arriver sur le lieu de rendez-vous. La police confisque plus de 5500 « armes » allant de haches et de boulons à des barres de fer ou des molotov. Les fortifications du site même et le quadrillage de la zone empêchent de réels affrontements, ainsi que l'occupation du chantier qui était le but avoué de la manifestation.